

avec le parti socialiste donnons une majorité à François Mitterrand

Jacqueline OSSELIN

CANDIDATE TITULAIRE

née en 1932, mariée, 4 enfants
1er adjoint au maire de Mons-en-Barœul
membre du bureau
de la Fédération du Nord
du Parti Socialiste



Bernard MASSET

CANDIDAT SUPPLÉANT

né en février 1945, marié, 2 enfants
journaliste
secrétaire de la section du Parti socialiste
de La Madeleine



Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Voici un mois, les Français ont choisi leur Président, François MITTERRAND. La netteté de sa victoire, l'enthousiasme populaire dès qu'elle fut connue, la satisfaction tranquille de l'opinion et le dialogue avec tous que nous connaissons depuis le 10 mai nous montrent clairement que ce jour-là les électeurs n'ont pas voté sur un simple mouvement d'humeur. Ils ont exprimé logiquement leur volonté d'un changement profond et adapté aux besoins de notre pays.

Non aux revanchards...

Aujourd'hui les revanchards du suffrage universel prétendent déjà annuler le choix des Français et priver François MITTERRAND de la majorité législative qu'il lui faut pour mener à bien, en cinq ans, la nouvelle politique voulue par les Français.

Regroupés frileusement sous l'autorité de M. Chirac pour essayer de sauver leurs sièges, ils ne tiennent qu'un discours de haine et de division, critiquant avant d'avoir jugé, falsifiant les réalités et notre programme.

Ils ne savent s'unir que pour reprendre le pouvoir en essayant de faire peur aux électeurs. Mais quelle politique nous proposent-ils, poursuivre celle d'hier qui a échoué ou s'aventurer dans la démagogie et les coups de menton de M. Chirac ?

Ensemble renvoyons-les donc dans l'opposition pour qu'ils aient le temps de juger notre politique et d'en proposer une autre s'ils n'en sont pas satisfaits demain.

Avec les socialistes, le sens des responsabilités pour réussir le changement,

La nomination du gouvernement de Pierre MAUROY et ses premières décisions témoignent de notre volonté de conduire le changement sans faiblesse, mais sans démagogie ni précipitation.

Nous savons que l'héritage difficile de nos prédécesseurs et les contraintes internationales exigent pour notre pays à la fois l'audace, le sens de la mesure et de la durée.

Si les transformations n'étaient pas assez profondes, si la gauche hésitait à répondre aux aspirations des travailleurs et à réformer les structures de notre économie, nous serions condamnés à l'impuissance face aux puissances d'argent qui, crispées sur leurs privilèges, n'acceptent pas de bonne grâce le progrès social.

Mais inversement, si nous cédions aux facilités de la surenchère en prétendant tout changer en un jour et aller au-delà des limites de notre économie, ces illusions conduiraient vite à l'échec et au retour de la droite. Sauf à accepter des solutions bureaucratiques dont personne ne veut et que les socialistes rejettent.

Pour nous, l'objectif est d'enrichir toujours plus nos libertés, de permettre à chacun de prendre en main son destin dans une société de responsabilité, d'avancer ainsi progressivement dans la voie de l'autogestion.

Un projet réaliste et cohérent,

Il s'agit enfin de sortir de la logique absurde de l'austérité où nous enfermait la politique précédente.

L'amélioration raisonnable du pouvoir d'achat des plus défavorisés que vient de décider le gouvernement va relancer l'activité économique, réduire le coût du chômage, alimenter les recettes de l'État. En relevant la rentabilité des entreprises par la relance de la production et la diminution des charges, on leur donne le moyen d'augmenter les salaires. Ainsi le programme de la gauche est-il financé progressivement en utilisant à plein les capacités de l'économie française, au lieu de les laisser gaspiller par la crise.

Mais face à la concurrence internationale et au risque d'inflation, cette relance ne serait pas suffisante sans changement de structure : nationalisation des dernières banques privées et des grands groupes financiers, réforme fiscale, renaissance d'un plan démocratique pour contrôler sérieusement la monnaie et les prix, pour soutenir et guider nos investissements.

Ainsi, sur la base d'une économie assainie, il nous sera possible de répondre aux aspirations des Français pour changer la vie : diminution de la durée du travail à 35 h et réduction du chômage, réduction des inégalités, formation professionnelle pour tous, extension des droits des travailleurs et décentralisation pour permettre à chacun de mieux participer aux décisions qui le concernent.

Le socialisme dans la liberté, c'est l'ambition que nous proposons à notre pays.

Jacqueline OSSELIN

Bernard MASSET